



HABITAT ENTRETIEN

« Il faut repolitiser la question du logement »

Centrale dans la vie des Français, la question du logement est complètement périphérique dans les politiques publiques. Dans « Logement, critique d'une politique impossible » (L'Aube), l'urbaniste François Rochon interroge ce paradoxe.

Lucie Delaporte - 22 avril 2023 à 12h54

Dans un essai incisif, *Logement, critique d'une politique impossible* (L'Aube), l'urbaniste François Rochon explore la raison pour laquelle la France s'est habituée à vivre avec la « la crise du logement ». Alors que les Français sont étranglés par le coût de leur logement, premier poste de dépense des ménages, que des millions d'entre eux subissent le mal-logement et vivent dans des passoires thermiques, l'inertie du gouvernement sur la question interroge.

Une réforme, en profondeur, est pourtant possible, insiste le chercheur. Entretien.

Mediapart : Vous pointez, en matière de logement, une politique illisible, un objet presque impossible à définir. Pourquoi ?

François Rochon : Il y a une difficulté à saisir la politique du logement aujourd'hui, ce qui n'a pas toujours été le cas à d'autres époques. La campagne de 2017 a été symptomatique sur ce point puisque qu'on n'a pas parlé de logement. J'ai voulu, dans ce livre, repartir de cette question du manque de vision d'ensemble et de la perte de sens de cette politique pour l'interroger.

Le président Sarkozy défendait une vision politique claire du logement : la France de propriétaires – avec cette idée de l'émancipation par la propriété qui correspond à une tradition ancienne en France. Avant lui, Jean-Louis Borloo, qui avait un vrai poids politique aux côtés de

Jacques Chirac, était arrivé à faire des lois de programmation, pluriannuelles, sur les quartiers.

À gauche, pour ne prendre que la période récente, il y a eu des moments d'assez forte politisation du sujet. Sous Lionel Jospin, avec Marie-Noëlle Lienemann, qui a initié les prémices de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) et la relance de la construction, mais aussi avec Cécile Duflot, au début de la présidence Hollande, avec l'encadrement des loyers... Et puis cela s'est dissous.

Emmanuel Macron ne s'est jamais montré intéressé par le sujet en tant que tel. Sa vision reste financière. La grande mesure de son début de premier quinquennat a été une mesure technique : la RLS (réduction du loyer de solidarité) sur le logement social, qui a amputé le budget des bailleurs sociaux. C'était non seulement violent symboliquement, avec l'idée qu'il fallait stresser le système au détriment des plus modestes pour qu'il bouge, mais, surtout, c'était une mesure budgétaire de réduction des déficits publics, indépendante d'une réflexion sur le logement.

C'est d'autant plus paradoxal, qu'aux origines de la politique du logement en France, l'instrument majeur, l'innovation politique qui porte une vision de la société, vient en grande partie du logement social.

Pourtant, tout le monde reconnaît qu'il y a une crise aiguë du logement – avec des millions de mal-logés, de personnes qui ne trouvent pas de logement là où il y a du travail, 330 000 sans-abri – et qu'il y a urgence à agir.

Je préfère l'expression « grippage du système » à « crise du logement », car une crise qui dure depuis plusieurs décennies, ce n'est plus une crise. Le problème est qu'il est globalement devenu trop difficile de trouver un bon logement, pas trop cher, en fonction de ses besoins, le moment venu.

Pour travailler ce grippage, vous avez trois approches possibles. La première consiste à s'intéresser aux mal-logés, aux gens qui sortent du système. C'est tout ce courant de réflexion sur le mal-logement qui donne le

rapport de la Fondation Abbé Pierre, très structurant dans le débat public.

Il y a une deuxième façon, complémentaire, qui est de s'intéresser aux outils de la gestion politique, pour comprendre ce qui ne marche pas bien à l'intérieur du système, les points qui bloquent et donc ce qu'il faut revoir. C'est ce que j'appelle l'approche par l'action publique.

Enfin, une troisième approche, plus théorique, et qui correspond peut-être plus à une approche de chercheurs, s'attache à comprendre, à partir des processus urbains et sociaux, quels sont les ressorts dynamiques plus profonds qui sont à l'origine du grippage.

« C'est souvent le mouvement social qui fait avancer la politique du logement. »

François Rochon

Il me semble que l'urgence pour nous tous, politiquement, est de coordonner ces approches qui n'ont cessé de s'autonomiser. Leur spécialisation a été très utile au débat. Je pense qu'aujourd'hui, c'est leur combinaison qui devient l'enjeu principal.

Vous défendez l'idée que la politique du logement est une politique en tant que telle. C'est-à-dire ?

Ce qui m'inquiète, c'est qu'on transforme la politique du logement en lui mettant un chapeau « *transition écologique* » [le ministre du logement est ministre délégué au sein du ministère de la transition écologique – nldr], alors que ce n'est qu'un aspect parmi d'autres. Ou alors, c'est l'autre approche des pouvoirs publics, on ne considère le logement que sous l'angle du marché et on ne s'intéresse alors qu'aux crédits ou à l'inflation...

Défendre une politique du logement en tant que telle fait sens, car je crois que cet objet intellectuel, urbain et social a une consistance suffisante. C'est une politique qui porte une vision d'amélioration générale des conditions d'habitation des Français.

Le logement est le premier poste de dépense des ménages. C'est à la fois le quotidien, une position sociale et une projection de sa vie. L'habitat est à la convergence de plein de questions citoyennes et n'est pas un outil technique.

On peut se demander pourquoi, dans l'ordre du pouvoir politique, le logement reste très secondaire. Ceux qui occupent le poste de ministre ont rarement un grand poids politique. Olivier Klein, qui est dans cette situation, arrive aussi à un moment de contraction budgétaire.

Le Conseil national de la refondation (CNR) logement, lancé en novembre et qui s'apprête à rendre ses conclusions, a eu cette ambition de « mettre tous les acteurs du logement » autour de la table pour les faire travailler ensemble. N'est-ce pas une méthode que vous jugez intéressante, vous qui regrettez le manque de vision globale sur le sujet ?

Je retiens de positif que la question du logement a été, finalement, prise en compte dans le CNR. C'est une première étape de prise de conscience de l'importance du sujet. Et s'il en sort des propositions moins régressives que la loi anti-squat, qui restera la première loi logement du second quinquennat de Macron, c'est très bien. J'espère que c'est aussi le début d'une repolitisation du sujet.

Mais la limite de ce type d'organisation est de dire : on met tous les acteurs autour de la table... Et voilà ! Car, en réalité, les acteurs du logement se parlent déjà. Il y a donc un risque de répéter ce qu'on sait déjà. Et peut-on réellement refonder la politique du logement en faisant travailler des acteurs pendant quatre mois avec seulement quelques rendez-vous communs ? Je m'interroge sur la méthodologie mise en place. Est-ce que des chercheurs ont été associés ? Le rôle de l'administration dans les groupes de travail n'est pas non plus explicite.

On a besoin d'un travail en profondeur qui prendra peut-être quelques années pour reposer les choses et arriver à un résultat politiquement plus consistant.

La repolitisation de la question du logement ne passera-t-elle pas d'abord par la mobilisation d'acteurs associatifs, militants ?

C'est une bataille. Il y a de fortes mobilisations depuis quelque temps, dans le Pays basque, en Bretagne, sur le sujet, et c'est nouveau. Ce qui est intéressant, c'est que ces mobilisations ne portent pas sur les mal-logés, comme on a pu le voir par le passé, mais sur les

travailleurs, les habitants locaux qui ne peuvent plus se loger à cause des meublés touristiques.

On peut regarder ces événements comme les indices d'une possible, et je crois nécessaire, repolitisation de la politique du logement par le mouvement social. Parce que c'est souvent le mouvement social qui fait avancer la politique du logement. Rappelez-vous les tentes sur le canal Saint-Martin des Enfants de Don Quichotte, qui sont à l'origine du droit opposable au logement, annoncé par Jacques Chirac un soir de réveillon, à la surprise générale !

Les pouvoirs publics devraient aussi plus écouter des acteurs comme les associations de locataires, qu'on regarde parfois avec un peu de condescendance. Développer leurs capacités d'expertise de fond serait très utile à tous. Voilà un investissement utile. Ces organisations, plus proches des habitants, doivent participer à la refonte d'une politique du logement.

Lucie Delaporte